

Une nouvelle rencontre du groupe local ICPC 44 à Nantes

Un apéro D-concertant organisé par le groupe local ICPC de la Loire Atlantique s'est tenu le 9 avril 2026 dans les locaux de l'agence Scopic à Nantes.

Une quinzaine de personnes se sont réunies en début de soirée pour tester le jeu sérieux Twist, créé par Scopic, portant sur la capacité des organisations à aborder les crises, à développer une culture du risque et à faire preuve de robustesse.



Focus sur la démarche de la Ville de Nantes

Par la suite, autour d'un apéro, trois intervenants ont partagé leur démarche sur l'inclusion des citoyens en temps de crise: Morgane Ollier, consultante à Scopic, Chloé Guillemot, chargé de mission Grands débats et transitions et Yann Louault, chargé de projets culture du risque à Nantes Métropole. Tous ont travaillé sur la démarche "Faire face aux crises ensemble", qui s'est déroulée entre novembre 2024 et juin 2025 à Nantes. L'objectif était de travailler avec les citoyens et citoyennes sur leur place et rôle face aux crises (sentiment d'exposition, leurs manières de se préparer aux futures crises du territoire...). 19 citoyen.nes (10 femmes, 9 hommes) de sept quartiers nantais différents ont été sélectionnées. Un travail d'écoute et de recrutement a été réalisé auprès des publics particulièrement vulnérables dans ce type de situation comme les personnes âgées, en situation de grande précarité, les enfants ou les étudiants afin de multiplier les regards sur ces questions là.

Le groupe de citoyens a été mandaté par les élus sur ces questions :

- Quelle direction donner à la culture du risque locale ? A quoi elle ressemblerait ?
- En tant que citoyen.ne, comment pourrait-on à l'avenir être mieux associé à la gestion, autant en amont de la crise que pendant et après ?
- Quelles conditions de réussite et quels moyens alloués ?

Quatre temps forts ont eu lieu sur la période :

- Un premier temps pour récolter les perceptions individuelles sur la culture du risque, et présenter la démarche.
- Une seconde rencontre, sur un samedi complet, avec un temps d'apport de connaissances, où le panel a bénéficié de l'intervention de la protection civile, du Cerema, des équipes qui s'occupent de la gestion des risques de la Ville de Nantes, ainsi que de Benoit Giry, sociologue spécialiste des catastrophes. Ce temps leur a permis de reposer les bases égales pour tout le monde sur ces sujets techniques. Ils ont aussi travaillé sur les échelles de temps de la crise (en amont, pendant et après) puis se sont posé la question des enjeux.
- La troisième rencontre a été l'occasion d'un temps de restitution d'une enquête, menée par des étudiants en master de sociologie, auprès des petits commerçants à Nantes sur la culture du risque à leur échelle. Ensuite, dans une mise en situation de canicule, le panel a repéré des dynamiques de coopération qui permettent de traverser la crise.
- Le dernier temps a consisté à une découverte des œuvres du musée d'art de Nantes au prisme sur les crises et catastrophes. Elle s'est conclue par la finalisation de l'avis citoyen.

Grâce à cette montée en compétences via une diversité des médiums (art ou jeu pour rendre la question plus accessible), les citoyens ont émis un [avis citoyen](#) très riche, avec des conditions de mise en œuvre de la culture du risque, et la création d'une boussole de la culture du risque autour de l'équité dans l'information, l'humain au cœur des prises de décision, du récit fait sur les crises, l'hyper-proximité comme échelle de diffusion et l'accessibilité de l'information.

Après l'émission d'avis citoyens suit la phase d'instruction, où les services et le politique se saisissent de ces avis. Les agents mettent ces avis au regard du travail qui a déjà été fait à cette échelle, mais aussi sur ce qui invite à aller plus loin, ce qui est nouveau, ce qui serait à changer, ce qu'il n'est pas possible de mettre en place. L'idée est de rester très proche de ce que les citoyens demandent, tout en étant compréhensible dans la sphère technique pour les services.

[La réponse](#), présentée par les élus, s'articule autour de 4 enjeux :

- L'information et la communication : informer efficacement sur la culture du risque.
- Le cadre de mobilisation : comment faciliter la mobilisation des bénévoles pour diffuser la culture du risque et organiser leur participation en cas de crise. La question de la gouvernance en cas de crise inédite a été abordée.
- La coopération entre acteurs : travail avec des acteurs spécialisés (gestionnaires de plans de crises), mais aussi des associations d'éducation populaire, des bailleurs, et des entreprises par exemple ; c'est tout un écosystème que l'on peut créer autour de ces sujets pour diffuser largement.
- La solidarité et les communs pour traverser une crise : hyper proximité, lieux refuges, aménagement d'espaces communs qui favorisent le lien social. Une conscience que les premiers relais en cas de crise sont les voisins.

Une première action concrète nourrit des attentes des citoyens

La démarche a déjà des premiers atterrissages concrets. Elle a permis d'orienter le travail sur le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) avec un graphisme accessible qui va être publié dans les 24 communes dans la Métropole nantaise. En plus d'aborder les risques obligatoires - les risques naturels et écologiques - le document a l'ambition d'aborder d'autres risques tels que la cyberattaque, la désinformation, une rupture d'approvisionnement en eau ou nourriture.

Ce qui est sorti de cette démarche, c'est la nécessité de solidarité à l'échelle locale. L'avis citoyen aborde aussi la question de la santé publique, celle de la manière de parler des crises aux enfants, ainsi qu'une page sur comment créer un réseau pour être plus résilient (participer à des associations, voisins). Des numéros d'urgence pour les violences faites aux femmes et aux enfants sont aussi intégrés car les situations de confinement peuvent créer des tensions.

La place des élus dans l'acculturation au risque

Enfin, à l'heure où les citoyens demandent de ne pas être infantilisés, comment les élus ont reçu cette attente d'information ?

L'avis des citoyens est venu confirmer l'importance de parler de ces risques. Certains sont même allés plus loin en disant qu'il fallait repositionner la question des risques naturels liés à l'activité humaine, et créer un véritable changement de regard autour de ces questions-là. La démarche a montré que le manque d'information rend le sujet, qui est anxiogène par nature, encore plus.

Elle a permis d'alimenter les élus sur ces questions. Hélène Naulin, élue à la résilience lors du précédent mandat, disait préférer être trop prévoyante que se voir reprocher dans dix ans de ne pas l'avoir été. Ce genre de paroles d'élus est nouveau, et dit beaucoup de la prise de conscience, la préparation collective, et l'envie de traiter ce sujet. Les élus ne veulent pas faire peur aux citoyens et cela pose la question de comment parler collectivement des risques. Il faut retenir que tout le monde n'est pas au même niveau d'information et qu'il va falloir accompagner cela, surtout que ce sont des sujets sensibles qui font parfois écho à des situations difficiles, vécues ou non.